

ARRETE PORTANT ACCEPTATION D'UNE DEMANDE DE MUTATION
de M _____, (*grade*) _____

Le Maire (*Le Président*) de _____,

- VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;
- VU la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU la demande écrite présentée par M _____, employé en qualité de _____ pour sa mutation auprès de la commune de _____ à compter du _____ ;
- VU l'arrêté de _____ (autorité territoriale) nommant M _____ par mutation en qualité de _____ à compter du _____ ;
- Considérant qu'il peut être donné satisfaction cette demande ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La demande de mutation de M _____ auprès de la commune de _____ est acceptée à compter du _____ en qualité de _____.

ARTICLE 2 : M _____ bénéficiera de ses droits aux congés annuels.

ARTICLE 3 : L'intéressé(e) cessera d'exercer ses fonctions à la commune de _____ et sera radié(e) des cadres à compter du _____.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera

- Transmis au représentant de l'Etat
- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à _____, le _____
Le Maire (*ou le Président*)

Le Maire (*ou le Président*),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le _____

Signature de l'agent :